



Conseil de sécurité

Yémen : briefing

New York, le 15 mars 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'aimerais me joindre à d'autres pour vous exprimer nos profondes condoléances pour la catastrophe naturelle qui a touché votre pays, le Mozambique, ainsi que le Malawi. Nos pensées sont avec les familles touchées.

Je voudrais aussi remercier l'Envoyé spécial Hans Grundberg et la Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires Joyce Msuya pour leurs exposés, mais surtout aussi leurs efforts en faveur de la paix et de la protection des civils au Yémen. Et finalement, merci aussi à l'Ambassadrice d'Albanie, Albana Dautllari, pour le briefing sur les travaux du comité.

La communauté internationale s'est réunie le 27 février à Genève pour réaffirmer sa solidarité avec le peuple yéménite à l'occasion d'une conférence de donateurs de haut niveau. Au-delà de la générosité témoignée par de nombreux Etats, la Suisse retient le vibrant appel de Madame Naeam Al Kulaidi de la Tamdeen Youth Foundation, qui s'est exprimée dans les termes suivants : « *Nous avons l'impression que le monde commence à nous oublier (...). Rien n'est plus important pour le Yémen que de mettre fin au conflit, afin que la population puisse avoir une chance de vivre dans la sécurité et la dignité* ». ¹

Après huit ans de conflit, l'heure n'est plus aux hésitations : nous devons répondre sans plus tarder à ces aspirations légitimes. La décision prise par l'Arabie saoudite et l'Iran de rétablir leurs relations diplomatiques la semaine dernière constitue un signal important pour la paix et la stabilité dans la région, que la Suisse - jusqu'à présent la puissance protectrice pour les deux pays - salue. En écho à l'appel lancé par Madame Al Kulaidi, la Suisse souhaite mettre en avant les trois points suivants.

Premièrement, nous saluons l'engagement du Sultanat d'Oman et de l'Arabie saoudite dans les dialogues de paix en cours et exhortons les parties à s'engager de manière résolue pour faire taire les armes pour de bon. Nous notons également avec satisfaction la volonté des parties de s'acquitter de leurs obligations découlant de l'Accord de Stockholm de libérer toutes les personnes détenues. À cet égard, les discussions actuelles en Suisse du Comité de supervision sont un pas dans la bonne direction qu'il s'agit de concrétiser au plus vite. En outre, nous appelons toutes les parties à la retenue et à se montrer pleinement disposées à un dialogue national intra-yéménite. En effet, la dynamique positive que nous observons doit se manifester dans la concrétisation d'un règlement politique inclusif sous l'égide des Nations Unies, avec la participation de toute la société. Le débat ouvert de la semaine dernière nous

¹ "We feel that the world is beginning to forget about us (...). Nothing is more important to Yemen than ending the conflict, so that the population can have a chance to live in safety and dignity"

a rappelé qu'au Yémen, comme ailleurs, l'inclusion des femmes au processus de paix est indispensable pour un avenir juste et égalitaire.

Deuxièmement, nous tenons à remercier les nombreux pays qui ont manifesté leur soutien à la population yéménite à l'occasion de la conférence des donateurs. Cet élan de solidarité ne doit pas s'arrêter. Certaines activités demeurent sous-financées, à l'instar des actions liées à l'eau, l'assainissement et à la protection des civils. Cela implique aussi une approche plus durable et systémique, qui va au-delà de l'aide à court terme. Malgré le jalon important et réjouissant posé la semaine dernière pour éviter une marée noire en Mer rouge, le plan de sauvetage du pétrolier Safer requiert l'attention continue de toute la communauté internationale.

Troisièmement, les restrictions continues imposées aux acteurs humanitaires, y compris à l'encontre des femmes, sont inacceptables et doivent être levées immédiatement. La guerre économique à laquelle se livrent les parties au conflit impacte fortement les Yéménites qui dépendent toujours plus de l'aide humanitaire. Les enfants continuent de figurer parmi les victimes principales des mines et restes explosifs de guerre. Or, tout travail de reconstruction n'est pas envisageable sans adresser ce problème. Nous exhortons, dès lors, les autorités et la communauté internationale à faire de la lutte contre les mines une priorité. Enfin, la Suisse appelle toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire et les dispositions pertinentes des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

L'année 2023 se doit d'être l'année du changement. La trêve doit être rétablie et être élargie à un cessez-le-feu permanent. Le temps presse et la population civile ne peut plus attendre.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I would like to join others in expressing our deepest condolences for the natural disaster that has affected your country, Mozambique, as well as Malawi. Our thoughts are with the families affected.

I would also like to thank Special Envoy Hans Grundberg and Assistant Secretary-General for Humanitarian Affairs Joyce Msuya for their briefings, but more importantly for their efforts to promote peace and the protection of civilians in Yemen. And finally, I also thank Ambassador Albana Dautllari of Albania for the briefing on the work of the Committee.

The international community gathered in Geneva on February 27th to reaffirm its solidarity with the Yemeni people at a high-level donor conference. In addition to the generosity shown by many states, Switzerland notes the vibrant call of Ms. Naeam Al Kulaidi from the Tamdeen Youth Foundation, who said: "*We feel that the world is beginning to forget about us*

(...).Nothing is more important to Yemen than ending the conflict, so that the population can have a chance to live in safety and dignity”.

After eight years of conflict, there is no time for hesitation: we must respond to these legitimate aspirations without delay. The decision by Saudi Arabia and Iran to re-establish diplomatic relations last week is an important signal for peace and stability in the region, which Switzerland - until now the protecting power for both countries - welcomes. Echoing the appeal made by Ms. Al Kulaidi, Switzerland would like to highlight the following three points.

Firstly, we welcome the commitment of the Sultanate of Oman and Saudi Arabia to the ongoing peace dialogues and urge the parties to engage resolutely to silence the weapons for good. We also note with satisfaction the willingness of the parties to fulfil their obligations under the Stockholm Agreement to release all those detained. In this regard, the current discussions in Switzerland of the Supervisory Committee are a step in the right direction which should be implemented as soon as possible. Furthermore, we call on all parties to exercise restraint and to show full readiness for an intra-Yemeni national dialogue. Indeed, the positive momentum we are witnessing must be reflected in the achievement of an inclusive political settlement under the auspices of the United Nations, with the participation of the whole society. Last week's open debate reminded us that in Yemen, as elsewhere, the inclusion of women in the peace process is essential for a just and equal future.

Secondly, we would like to thank the many countries that have shown their support for the people of Yemen at the donors' conference. This momentum of solidarity must not stop. Some activities remain underfunded, such as water and sanitation and the protection of civilians. This also requires a more sustainable and systemic approach, which goes beyond short-term aid. Despite last week's important and welcome milestone in preventing an oil spill in the Red Sea, the Safer tanker rescue plan requires the continued attention of the entire international community.

Thirdly, the continued restrictions on humanitarian actors, including women, are unacceptable and must be lifted immediately. The economic warfare between the parties to the conflict is having a severe impact on Yemenis who are increasingly dependent on humanitarian aid. Children continue to be among the main victims of mines and explosive remnants of war. Without addressing this problem, no reconstruction work is possible. We therefore urge the authorities and the international community to make mine action a priority. Finally, Switzerland calls on all parties to the conflict to respect international humanitarian law and the relevant human rights provisions.

Mr. President,

The year 2023 must be the year of change. The truce must be restored and extended to a permanent ceasefire. Time is running out and the civilian population cannot wait any longer.

Thank you